

RAPPORT D'ORIENTATION

* * * * *

I) EN FRANCE

POUR LA DYNAMIQUE DES COMITES.

le CA a décidé de lancer à titre expérimental, et dans l'optique de faire partager au plus grand nombre d'adhérents l'objectif de redynamisation, une opération sur le département du Doubs qui concentre la plus grande densité de groupes LACIM et qui subit donc de façon très marquée cette tendance à la chute des effectifs. En dix ans le nombre de groupes LACIM du Doubs est passé de 41 à 29, et la chute n'est pas terminée.

Cette opération expérimentale qui débutera à la veille de l'Assemblée Générale, vise à rassembler cette intelligence collective qui en se mobilisant et en visant un objectif partagé de développement clairement affiché, débouchera sur des assises locales (ou départementales) de LACIM dans le Doubs. Nous y rechercherons collectivement, membres du CA et adhérents du DOUBS, les moyens d'actions à entreprendre sur le département pour faire que LACIM devienne plus désirable à un plus grand nombre.

Parmi la multitude d'actions possibles, il s'agit de mettre l'accent sur certaines d'entre elles comme par exemple :

- Recenser les actions originales qui ont permis à certains groupes d'aller de l'avant, les analyser et en faire la promotion car elles peuvent servir d'exemple à d'autres groupes.
- Recenser les adhérents susceptibles de s'impliquer dans des conférences de promotion de LACIM et les former à intervenir. Leur donner un kit de communication pour parler concrètement de LACIM.
- Mieux utiliser les outils que sont les expositions thématiques et les expositions-ventes, pour promouvoir LACIM au plan local et national. Le souci de faire de nouveaux adhérents ou donateurs devrait constamment nous préoccuper.
- Recenser toutes les personnes qui se sont rendues au moins une fois sur le terrain pour visiter leurs jumeaux et les personnes intéressées par une future mission sur le terrain du Sud. Elles constituent un vivier propice à promouvoir LACIM et ses actions. Les impliquer dans des conférences.
- Promouvoir du tourisme solidaire dans nos villages jumeaux.

Il nous faudra en toutes occasions, mettre en avant nos jumeaux, leur dynamique propre, nos façons d'y intervenir pour soutenir une démarche de développement durable, afin de donner envie à nos interlocuteurs, de venir nous rejoindre à LACIM.

Peut-être ferons-nous le constat dans le Doubs, qu'un minimum de structure de coopération territoriale permettant des synergies nouvelles s'imposera à nous. Cela signifierait, la désignation d'un animateur LACIM au niveau d'un territoire. Une question se pose, ne faut-il pas s'organiser pour se faire connaître au niveau des collectivités et entretenir avec elle une relation systématique ?

Il ne suffit pas de le dire, nous allons l'expérimenter dans le Doubs et nous espérons pouvoir faire des propositions à l'ensemble des comités, groupes ou associations LACIM.

Une de ces propositions est déjà à l'étude et consisterait en un questionnaire envoyé dans tous nos comités pour essayer de tirer la quintessence des expériences locales les plus porteuses.

L'opération en cours de préparation dans le Doubs ne signifie pas qu'elle doit-être ensuite généralisée, mais elle nous apportera des éléments essentiels pour conduire ce combat pour « Redynamiser LACIM » dans nos territoires.

COMMUNICATION

Pour l'année à venir 2014, Catherine Amblard passera en juin le relais de la responsabilité de la commission communication, après plus de 10 ans d'engagement et de travail d'animation de l'équipe. Elle souhaite prendre une année sabbatique "allégée", en gardant simplement la responsabilité du journal LACIM infos durant cette période, tout en donnant quelques coups de main si besoin pour la promotion et le suivi des expositions thématiques avec les autres personnes concernées.

La commission communication poursuivra son travail autour des 4 objectifs suivants :

- **Continuer de fournir aux comités locaux des outils de communication avec les différents supports existants : nouveau dépliant** (avec une première édition de 30 000 exemplaires), **journal LACIM infos, Infos en bref, site internet, DVD** réalisés en vue d'animations ou de conférences auprès de publics divers, **expositions thématiques**, dossier de présentation de LACIM...
- **Réfléchir à de nouvelles formes de présentation de l'association :**
 - **flags, bannières...** réalisables sur un support léger, à commander par les comités intéressés, pour pouvoir les utiliser facilement lors de manifestations diverses. Cela n'a pu être fait par manque de temps, l'expo Vaincre la faim et le nouveau dépliant ayant mobilisé beaucoup d'énergie.
 - **nouveaux panneaux de présentation de l'association**, dans l'esprit du nouveau dépliant, pour les expos ventes d'artisanat ou pour les animations des comités.
 - **nouveaux DVD** : sur le Sahel, sur Haïti ou sur d'autres sujets.
- **Poursuivre le travail autour du site Internet pour compléter les rubriques** par pays et faire vivre le site avec la participation des commissions et des comités, **en lien avec Infos en bref.**
- **Faire une promotion dynamique de notre association avec le support des DVD existants et des expositions thématiques itinérantes**, sous leur forme "complète" ou "légère", **en particulier auprès des scolaires** (maternelle, primaire, collège, lycée) **ou d'autres organismes emprunteurs** (centres aérés, médiathèques, maisons de retraite, centres pour handicapés...), localement en Rhône /Loire, mais aussi dans d'autres régions **sur toute la France.**

Merci à chaque comité d'organiser des événements, en faisant appel si besoin au président de LACIM, à des membres du CA, à la commission communication, à des chargés de mission... pour des animations.

En conclusion, pour la commission communication s'ouvre une nouvelle étape.

Elle est appelée à se renouveler et à être créative. Elle cherche pour cela à recruter de nouveaux membres prêts à partager leurs compétences dans différents domaines : rédaction d'articles ou de textes de présentation, réflexion sur le travail de l'association et sur sa promotion, mise en page graphique de contenus, contacts à développer avec les acteurs locaux en Rhône-Alpes ou dans d'autres régions de France, nouveaux supports publicitaires, élaboration d'une photothèque par thèmes ou par pays...

C'est aussi l'affaire de tous sur le terrain. Il s'agit de faire connaître inlassablement la vie de nos jumelages et nos actions en partenariat avec eux pour **donner ainsi l'élan nécessaire à la vie de notre association.**

II) DANS LES PAYS DU SUD

1°) EN INDE

Il semble que l'équilibre soit réalisé entre le secteur de Carlton et celui de Denish. Le nombre de jumelages se réduit en Andhra Pradesh . Ceux qui seront proposés dans le secteur de Denish, seront plutôt au Tamil Nadu ou dans une zone d'Andhra Pradesh proche du Tamil Nadu

LACIM, en Inde, comme dans les autres pays que nous aidons, vise toujours le développement et l'accession à l'autonomie des populations concernées. C'est une action à long terme.

Au Karnataka

Il faut souligner une nouvelle fois que les villages que nous aidons sont unanimement considérés comme les plus pauvres par tous ceux qui ont visité des jumelages en Inde.

Même si nous sommes vigilants vis à vis de M.Sharanappa, force est de constater à l'occasion des manifestations des organisations adivasi (Mahasabha) qu'il a la confiance des populations locales.

Aussi , après la défaillance du Home St Anthony et les difficultés de ces dernières années, il est prévu de poursuivre à travers Pragathi l'aide aux 27 villages adivasi qui restent jumelés. Mais Pragathi reste en observation et il ne sera pris aucun risque financier. Cela a été redit clairement au Board de Pragathi.

Dans ces conditions, il paraît possible de :

- continuer les projets existants qui semblent satisfaire les populations.
- répondre positivement à des demandes de capital pour les SHGs afin de permettre aux femmes de commencer à faire des petits projets générateurs de revenus (élevages de chèvres, achat de semences, jardins familiaux, etc ...). Avec de l'ordre de 75 euros par SHG les montants envisagés sont très faibles et sans commune mesure avec ceux du Kérala.
- répondre positivement à des projets d'infrastructure parfaitement maîtrisés : mise en place de fourneaux (faibles montants), community halls, forages équipés.

Au Kérala

Il faut continuer à privilégier les projets générateurs de revenus familiaux en insistant sur la responsabilité des comités de jumelage dans l'attribution des prêts aux plus démunis.

Concernant la location de terres pour des activités agricoles, il faut veiller à ce que les bénéficiaires respectent les principes de base de l'agroécologie : production de compost pour supprimer le recours aux engrais chimiques (en règle générale la formation a déjà été réalisée) et utilisation restreinte de pesticides.

Au Tamil Nadu et en Andhra Pradesh

Après quelques années de jumelage on continue avec :

Le financement des « tuition centers », où l'on aide les enfants scolarisés à se maintenir à un bon niveau.

Le financement de formations à visées « professionnelles » pour que les femmes puissent se créer une activité génératrice de revenus.

La constitution d'un capital de micro crédits pour mettre en place ces activités.

LACIM vise aussi à amener les PH (chefs de Projets) vers plus **d'anticipation des actions, la tenue régulière de registres** pour une gestion plus rigoureuse, **du réalisme dans les projets** et les demandes (devis complets pour les forages et les community halls, **notion d'un certain « rendement »**). Cela n'est pas toujours facile à obtenir, même en dehors de Pragathi.

Par contre, LACIM se montre un peu réticente en cas de demande de création de « fermes laitières ». Là aussi, la mise de fonds est importante, en particulier s'il s'agit de bufflonnes, et surtout l'élevage est une activité qui ne s'improvise pas, qui demande un suivi à tous les stades du troupeau et qui est soumise aux aléas climatiques et sanitaires.

Des formations diverses sont données : couture, broderie et peinture sur saris, fabrication de bijoux fantaisie, de bougies, cultures et jardinage, compost, etc...

Une demande très fréquente est la mise en place de **microcrédits**. Le groupe français envoie - souvent en plusieurs fois- de quoi constituer un capital à partir duquel les femmes reçoivent, tour à tour, des prêts pour commencer des activités selon les compétences acquises ou les besoins : monter un petit commerce, faire de l'artisanat, du jardinage, acheter des semences, cultiver des champignons, acheter une vache ou des chèvres, réparer la maison, payer des frais liés à la scolarité des enfants, etc... Les prêts sont des sommes modestes ; ils sont attribués sur un temps relativement court. Le taux LACIM est de 1%, celui des prêteurs et des banques qui accepteraient de leur prêter de l'argent est au moins 10 fois plus important. Le système est intéressant, le fonctionnement est souple et s'adapte aux emprunteuses. Le montant est, soit ajouté au capital et le tout repart en prêts, soit utilisé pour divers objectifs repérés par le PH, en accord avec la population.

NB : C'est le plus souvent aux femmes que sont attribués les microcrédits.

2°) EN AFRIQUE

LACIM au MALI

Pour l'essentiel, les propositions sont les mêmes que l'an dernier.

Les demandes de jumelage ne cessent d'augmenter. Elles sont en provenance :

- au sein d'une commune, de villages non jumelés qui ressentent leur situation comme injuste
- de communes voisines de celles où nous intervenons

Il devient possible de réduire les financements de projets de beaucoup de villages jumelés existants sans cependant les abandonner complètement. Les comités français concernés sont invités à examiner la possibilité de prendre de nouveaux jumelages.

A défaut de jumelages, le Conseil d'Administration considère qu'il serait bon de rechercher les moyens d'aider les villages demandeurs à bénéficier du projet « Agriculture durable » qui permettrait aux plus vulnérables (femmes, enfants, vieillards) de ne plus souffrir de la faim très fréquente en période de soudure.

La mise en place de structures gouvernementales stables permet d'espérer enfin la reprise de Programmes importants avec des financements internationaux. Le report des élections municipales au mois d'octobre est par contre une difficulté. Il est très difficile de collaborer avec la plupart des municipalités actuelles.

Dans nos villages jumelés les programmes habituels vont se poursuivre, tout en s'efforçant de répondre aux besoins en infrastructures (pompes et puits, écoles). Le maraîchage reste un projet à encourager partout où c'est possible.

Au niveau des kits de base, le projet « Agriculture durable » est en voie d'achèvement dans beaucoup de villages jumelés. Il va se poursuivre pour les attelages.

Il semble nécessaire de continuer à accompagner les agriculteurs pour maintenir les bonnes pratiques d'élaboration du compost (les réunions de relais ont récemment confirmé des dérives décelables dans la comparaison des rendements) et simultanément de les aider à s'organiser pour créer des coopératives villageoises. Pour ce faire des contacts vont se poursuivre avec les Chambres d'agriculture et les AOPP (Associations d'organisation professionnelles paysannes).

Comme nous l'avions craint, par manque de personnel compétent, nous n'avons pas pu concrétiser de projet de construction de logements en « voûte nubienne ». L'idée n'est pas abandonnée.

Notre organisation pour la maintenance des moulins a permis d'avoir un taux de fonctionnement correct. Mais dans de nombreux cas, il faut changer le moteur. Par suite de tarifs de mouture trop bas, l'argent n'est pas suffisant au niveau des caisses. Nous suggérons de participer à hauteur de 50 % (soit 500 euros) en imposant des nouveaux tarifs. Il est de plus en plus envisagé de remplacer les meuniers actuels souvent absents par des femmes qui devront être formées.

Dans la zone, la pratique de l'orpaillage devient très inquiétante. Comment convaincre les « jeunes » que leur avenir est au village ? Il faut s'en préoccuper sous peine de voir de vieux villages incapables de progresser et même parfois se déstructurer et régresser.

Région de MOPTI

Le fait d'avoir pu effectuer une mission début 2014 a permis de faire un point important avec les villages jumelés et les permanents sur place.

* L'agriculture durable est maintenant lancée sur l'ensemble des villages de la zone de Baye et Dangol-Boré. Néanmoins cette activité prend une part très importante des budgets de beaucoup de comités. Afin de pouvoir lancer d'autres projets qui commencent à avoir du retard ou bien à être indispensables, il va être nécessaire de faire une pause. En outre maintenant les villageois savent comment procéder et ce sera l'occasion de voir s'ils ont bien assimilé. Le développement c'est aussi savoir donner des initiatives aux habitants.

* L'aide aux écoles sera prolongée autant que faire se peut en fonction des moyens de chacun des comités. Il va falloir également effectuer l'enduit de l'école en semi-dur construite en 2013 (Sogué) ainsi que terminer les sols. Egalement la construction d'un bâtiment pour une école second cycle est envisagée sur Yra par un autre organisme mais LACIM intervient auprès du village pour aider à financer une partie de la quote-part qui reste encore trop importante. Cette demande risque d'intervenir à l'automne et il faut que nous soyons prêts.

* Le suivi des microcrédits avec GAE Sahel sera continué. C'est un projet très important pour les femmes. Le coût de celui-ci est maintenant pris en charge complètement par les femmes depuis qu'il n'y a plus qu'un recouvrement par an.

* Le projet matériel agricole sera toujours suivi de près au niveau des remboursements afin que la solidarité entre villageois soit toujours présente. De plus cela peut permettre d'emprunter pour acheter ânes et charrettes pour le transport du compost si besoin est.

* Le suivi des moulins va être continué. Il est rappelé que pour la maintenance les frais sont partagés entre le comité (frais de déplacement) et les villages (frais d'échange des pièces défectueuses). Une étude est

engagée pour donner une formation complémentaire aux meuniers de toute la zone. En fonction du coût nous pourrions lancer cette formation fin 2014/début 2015.

* Le projet « eau et assainissement » sur la commune de Dangol-Boré est en cours de refonte. Il serait bien que nous puissions terminer sa réactualisation le plus vite possible pour le présenter en fin du premier semestre 2014. Le creusement d'un nouveau puits va être effectué dans le premier semestre sur la zone de Djenné.

* Alphabétisation : c'est une demande forte des femmes de villages qui n'ont pu en bénéficier jusqu'à présent. Un village est également demandeur pour un deuxième groupe de femmes. Ce projet serait lancé fin 2014 pour un démarrage des cours début 2015.

* Aviculture : ce nouveau projet lancé fin 2013 dans deux villages devrait se terminer cette année. C'est une expérience qui pourra peut-être servir dans d'autres villages.

* Une étude doit être effectuée pour que les puits des jardins maraîchers puissent fournir de l'eau en quantité suffisante pour que cette activité ne se trouve pas confrontée à de trop grandes difficultés.

* Un de nos permanents va effectuer une nouvelle mission sur la région de Mopti fin mai. A la fin du mois de juin les comités concernés pourront donc avoir des nouvelles de leurs amis et de l'avancée des projets en cours.

* En fonction de son développement en cours nous allons essayer de nouer des contacts plus importants avec la MFR (Maison Familiale Rurale) du Mali dont nous avons rencontré le directeur au mois de mars 2014.

* Toujours beaucoup de demandes de jumelages en attente.

Zone de GAO

En juillet 2013, Ismaril notre permanent se retrouvant sans véhicule, suite au vol de celui-ci par les rebelles, a repris ses visites et missions avec sa vieille moto de 10 ans. Après de nombreuses pannes le conseil d'administration a décidé le remplacement de la moto pour 2014.

Nous allons continuer à reconstituer les stocks des magasins en fonction des décisions des comités.

Comme projet d'infrastructure nous avons un projet de creusement d'un puits et également l'achat d'une pompe manuelle pour un forage de grande profondeur.

Il y a des demandes de réparations de bâtiments scolaires ou de logements d'enseignants, mais nous attendons d'avoir plus de précisions sur ces projets.

Un projet de construction d'un poulailler a aussi été demandé, mais ce projet doit aussi être revu pour qu'il soit plus réaliste.

Un village souhaiterait faire un périmètre maraîcher.

Nous ne souhaitons pas trop précipiter la reprise de notre engagement sur la zone, mais nous espérons que la situation va continuer à évoluer favorablement pour nous permettre de développer de nouveaux projets structurants.

Il n'est évidemment pas question d'envoyer un chargé de mission sur le terrain. Nous nous donnons encore une année pour voir comment la situation évoluera sur la zone.

LACIM AU NIGER

2014 sera l'année de l'agriculture durable pour nos villages jumelés du Niger. Ce sera aussi la concrétisation du projet chèvres Rousses de Maradi. Mise en place également d'un contrat d'entretien des pompes des forages et d'un contrat pour un suivi de terrain des comités (de jumelage et de gestion) des villages

En 2014 nous terminerons une session d'alphabétisation pour deux villages, mais pas de nouvelle session. Nous allons faire une pause en attendant d'avoir un nombre suffisant de groupes, afin de mieux répartir les frais.

Un nouveau local pour LACIM mieux situé est dès à présent trouvé à Niamey, en location. L'ancien local est en attente d'être vendu. Il était devenu impossible de travailler, car les coupures des réseaux (téléphone, électricité, eau) sont trop fréquentes. Le nouveau local est situé dans un quartier résidentiel en développement.

Alphabétisation

Nous terminerons la deuxième année pour 2 groupes de femmes dans 2 villages du département de Kollo. Pas de nouvelle session, car les frais de suivi seraient trop élevés pour un ou deux villages. Nous allons faire une pause en attendant d'avoir un nombre plus important de groupes d'apprenants.

Agriculture durable

Nous généraliserons le projet initiation au compostage et semences sélectionnées dans 25 villages. Nous envisageons d'atteindre 715 fosses réalisées avec 618 agriculteurs. La sensibilisation des agriculteurs continue, et il y a lieu de penser que le compostage va s'étendre à d'autres villages que ceux jumelés. Ce qui est une grande satisfaction pour LACIM.

Hydraulique et assainissement

Nous continuerons la réparation des pompes des forages en panne car l'accès à une eau potable est vital. Nous procéderons aussi à l'aménagement des abords des pompes afin de supprimer les eaux stagnantes et d'empêcher le bétail de pénétrer dans le périmètre rapproché de la pompe. Certains aménagements sont faits par les populations elles mêmes sur les conseils du technicien du GESPA. Nous envisageons aussi le creusement de 2 puits dans des villages pour subvenir au besoin important d'eau avec le bétail. (Un village ne possède aucun point d'eau salubre). Nous envisageons un projet global de construction de latrines dans les écoles. Pour aider à la réalisation d'un dossier, nous réaliserons un bloc latrines à Kouadap en 2014. Nous pensons aussi inciter les populations à réaliser des latrines dans leurs concessions. L'assainissement est aussi un volet important dans le projet de développement du pays mis en place par le gouvernement actuel.

Education

Fin de la construction d'un bloc de 2 classes à KOLFA. Ce projet avait pris du retard, puis a été modifié pour faire 2 classes en un seul bloc. Achat de tables et de mobilier pour des classes.

Moulin

Installation de deux moulins avec formation des meuniers et des comités de gestion. Nous espérons pouvoir mettre en place sur la zone de Douchi un contrat d'entretien et de maintenance des moulins avec un technicien.

Elevage

Le projet de petit élevage de « chèvres rousses de Maradi » dans 4 villages va rentrer dans la phase de concrétisation avec les premières naissances. Cette race est très prolifique. Les chèvres peuvent avoir jusqu'à 4 chevreaux par gestation et 2 gestations par an. La viande de cette race de chèvre est très appréciée et la peau est aussi très recherchée y compris par les pays d'Europe.

LACIM AU BURKINA FASO

La première priorité serait de monter en puissance au niveau du nombre de jumelages et corrélativement de permettre à KAAB-NOOGO, notre partenaire de terrain, d' étoffer ses capacités de maîtrise d'œuvre, de formation, de suivi et d'évaluation qui en font un acteur de terrain tout à fait remarquable.

Le Chef traditionnel du village de KANGARE, le plus ancien des villages jumeaux au BURKINA FASO, nous déclarait publiquement, devant la population rassemblée : « Pas de dons, privilégier les formations sous toutes leurs formes, privilégier l'accès aux crédits ». Avec de tels propos nous pouvons conclure que nous avons fait du bon travail car le concept de l'aide au développement semble maintenant

parfaitement compris. Et c'est effectivement dans ces directions que nous comptons prolonger nos actions dans les villages.

On ne peut en effet concevoir le développement endogène sans prendre à la lettre les propos de ce Chef.

Pour en arriver là il faut évidemment avoir contribué à un changement en profondeur des mentalités des populations rurales et avoir réuni tous les atouts qui permettent à ces populations de se mettre debout et d'avancer avec les vraies clés du développement. Le bénéfice en revient essentiellement à KAAB-NOOGO. Thomas SAKARA disait : « Accepter l'aide pour tuer l'aide » et Joseph KI ZERBO : « On ne développe pas, on se développe ». Quiconque dans son action pour le développement oublie ces préceptes risque fort de faire fausse route.

C'est pour ces différentes raisons que nous mettrons l'accent, comme nous le faisons depuis plusieurs années, sur l'animation au sein des comités de jumelage dans chacun des villages car ce sont eux les véritables moteurs de développement. Les négliger ou avancer sans eux est un signe de faiblesse dans nos actions.

Nous veillerons à ce que l'association KAAB-NOOGO développe sa capacité de réaction aux problèmes qui se posent dans chaque conduite de projet et continue à être sur le terrain plus comme un animateur que comme un réalisateur de projet. C'est-à-dire qu'elle doit se comporter essentiellement en formateur et ne pas passer au-dessus des problèmes culturels et sociaux rencontrés dans les villages. C'est en aidant les populations à régler elles-mêmes ces problèmes qu'on leur permet d'avancer. C'est à ce prix que l'on obtient les résultats les plus convaincants.

Lorsque les besoins élémentaires dans les villages sont traités, même partiellement, accès à l'eau, accès aux soins, accès à l'école, nous mettons toutes nos forces sur le développement des activités génératrices de ressources ou de revenus et en ce sens nous resterons très vigilants sur l'avenir de la Maison Familiale Rurale de ROLLO dont la création vient de démarrer. Pour accroître son taux d'autofinancement la MFR va développer un centre de production afin d'en tirer des revenus mais sa vocation est d'essaimer des centres de productions artisanales dans les villages.

Des formations un peu générales à la gestion seront proposées à l'avenir aux personnes les plus aptes à les recevoir car, pour que la chaîne alimentaire se développe et assure la sécurité puis la souveraineté alimentaire, il ne suffit pas de produire, il faut aussi transformer et vendre. Un exemple vivant de développement des cultures maraîchères nous en montre l'utilité. En effet dans le village bourg de ROLLO où le maraîchage a pris une part importante au développement, du fait de la réalisation d'un micro-barrage, la culture de la tomate a pris une importance considérable au point de provoquer une véritable catastrophe. Toute la production de tomate arrivant sur les marchés à la même période, les cours se sont effondrés dans des proportions considérables. Pour bien d'autres problèmes de production et de mise sur le marché, les connaissances de base en gestion sont indispensables, ne serait-ce que pour exploiter un moulin à grains !

Il nous faut aussi favoriser les échanges et faire en sorte que nos jumeaux soient visités plus fréquemment par des membres de LACIM. Nous favoriserons également les séjours de jeunes étudiants dans les villages comme cela a été fait depuis 2008 avec des étudiants de l'école d'ingénieurs « Polytech' Clermont » qui chaque année cherchent à passer le mois de juillet au sein de nos villages jumelés grâce à l'accueil et l'accompagnement de KAAB-NOOGO qui permet ce type d'échange.

En tant qu'acteur connaissant le terrain, nous resterons un partenaire de la municipalité d'AUBIERE qui depuis 2008 a développé une coopération décentralisée avec la commune de ROLLO.

3°) AUTRES PAYS

❖ Au BANGLADESH

Les microcrédits. La relation avec « REEDO » s'est avérée très positive avec des crédits de 5 à 100 € et PEP espère pouvoir augmenter en 2014 le petit nombre de familles bénéficiaires de ces programmes.

L'atelier de fabrication de glaces devait s'implanter à Malchoa ; il sera finalement installé sur le marché de Shengua où il a une bonne chance d'être raccordé au réseau électrique sans trop de délai. Le président de PEP réside sur place... C'est un homme connu et influent qui pourra agir plus efficacement ! Le bâtiment sera loué et aménagé, le matériel mis en place. Démarrage de la production prévu en juillet août.

Evaluation des programmes ...et des familles. Les travailleurs sociaux ont commencé les visites des familles, afin d'identifier leur seuil de pauvreté après trois années d'aides reçues. Les familles ayant comblé leurs besoins essentiels (habitat acceptable, 1 à 2 repas par jour, accès à de l'eau potable...) auront

accès à des programmes générateurs de revenus tels que des subventions pour des équipements, animaux domestiques, petits commerces, etc... et même des microcrédits.

On sait que le Bangladesh est l'un des pays les plus touchés par **les effets du réchauffement climatique**. Le district de Katchua et des villages liés à LACIM sont concernés. PEP a entrepris des démarches auprès des représentants du gouvernement et a demandé de réserver des fonds pour pallier les effets destructeurs sur l'agriculture et stabiliser les revenus des paysans les plus menacés dans un très proche avenir.

❖ HAÏTI

Les jumelages en cours vont continuer à être suivis et développés. Des diagnostics sont à réaliser pour d'éventuelles demandes de jumelage.

La collaboration avec l'**AFPA** va être poursuivie pour la formation des Frères de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus, avec la recherche de financements.

La collaboration avec **Electriciens Sans Frontières** va être poursuivie pour le projet d'adduction d'eau dans le hameau de Sodo à Carice.

Ce pays d'Haïti est difficile pour de multiples raisons. L'Etat ne joue pas son rôle pour soutenir les écoles ou les centres de nutrition, ni pour soutenir des projets de développement. C'est un pays de montagnes et l'habitat très dispersé des villages ou hameaux rend difficile les visites ; les liaisons entre des bourgs importants et les villes ne sont pas assurées. Les pistes sont mauvaises et le temps pour accéder à nos jumelages est important. De plus, les aléas climatiques (cyclones, sécheresse comme actuellement,...) compromettent régulièrement la plupart des efforts et des investissements des paysans Haïtiens.

Le suivi de nos jumelages n'est pas toujours facile :

- Les 6 jumelages du Sud et du Centre sont relativement accessibles à partir de Port au Prince mais pour aller dans nos 5 et peut être 6 jumelages dans le Nord, il faut prendre l'avion ou effectuer de longs trajets. Il serait intéressant d'avoir un correspondant dans le Nord du pays.
- D'un autre côté, des problèmes apparaissent quand on a des projets nécessitant une formation technique. Nous avons été frappés par le manque d'une « culture » technique. Si des formations en agriculture existent, en ce qui concerne le domaine technique, nous n'avons comme relais qu'un mécanicien de Carice, loin de tout ! Réparations de bâtiments mal faits à Dupity, achat d'un moulin ne correspondant pas aux besoins à Goyavier, ce sont des pertes d'argent qui sont vraiment dommageables.

Nous avons une grande confiance en Yvon Faustin. Il a bien compris la démarche de LACIM. Il a une grande expérience du développement local. Il a le souci de suivre nos projets, même si ce n'est que par téléphone. Il a de l'empathie avec les Haïtiens qu'il rencontre, sait mener une discussion pour prendre des engagements, est un bon organisateur et a un grand « carnet d'adresses ».

Actuellement, il a créé son propre bureau d'études où il fait des consultations pour différentes associations. Il essaie de développer des modules de formation simple dans une perspective d'accompagnement des paysans et de personnes de niveau moyen.

Il nous fait donc la « proposition de passer un contrat à son bureau d'étude CEFORS avec un mandat précis d'accompagnement (diagnostic, montage de dossier, suivi et formation). Le bureau mettrait alors des relais pour intervenir ponctuellement et fournir un rapport ». Il pense qu'ainsi les actions de LACIM auprès de ses partenaires seraient beaucoup plus efficaces.

La Commission pense que cela pourrait résoudre nos problèmes, grâce à la mobilisation d'un réseau de compétences. Elle va demander au Conseil d'Administration d'étudier avec soin cette proposition.

Nous pensons qu'une mission dans l'île devrait être faite par des membres de la Commission représentant le Conseil d'Administration début 2015.